

TREATIES AND CONVENTIONS.

The Additional Act of Lisbon (March 21, 1885,) modifying the Convention of Paris (June 1, 1878).

March 21, 1885.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

THE ADDITIONAL ACT OF LISBON.

MARCH 21, 1885.

UNION POSTALE UNIVERSELLE.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

Acte Additionnel de Lisbonne à La Convention du 1er Juin 1878 conclu entre l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, les États-Unis de Colombie, la République de Costa Rica, le Danemark et les Colonies Danoises, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne et les Colonies Espagnoles, la France et les Colonies Françaises, la Grande-Bretagne et diverses Colonies Anglaises, le Canada, l'Inde-Britannique, la Grèce, le Guatemala, la République de Haïti, le Royaume de Hawaï, la République du Honduras, l'Italie, le Japon, la République de Libéria, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, le Nicaragua, le Paraguay, les Pays-Bas et les Colonies Néerlandaises, le Pérou, la Perse, le Portugal et les Colonies Portugaises, la Roumanie, la Russie, le Salvador, la Serbie, le Royaume de Siam, la Suède et Norvège, la Suisse, la Turquie, l'Uruguay et les États-Unis de Vénézuéla.

Additional act of Lisbon to the Convention of the 1st of June, 1878, concluded between Germany, the United States of America, the Argentine Republic, Austria-Hungary, Belgium, Bolivia, Brazil, Bulgaria, Chili, the United States of Colombia, the Republic of Costa Rica, Denmark and the Danish Colonies, the Dominican Republic, Egypt, Ecuador, Spain and the Spanish Colonies, France and the French Colonies, Great Britain and various British Colonies, Canada, British India, Greece, Guatemala, the Republic of Hayti, the Kingdom of Hawaii, the Republic of Honduras, Italy, Japan, the Republic of Liberia, Luxembourg, Mexico, Montenegro, Nicaragua, Paraguay, the Netherlands and the Netherland Colonies, Peru, Persia, Portugal and the Portuguese Colonies, Roumania, Russia, Salvador, Serria, the Kingdom of Siam, Sweden and Norway, Switzerland, Turkey, Uruguay, and the United States of Venezuela.

Additional act.
Powers contracting.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus désignés, réunis en Congrès à Lisbonne,

The undersigned plenipotentiaries of the Governments of the countries above enumerated, being assembled in Congress at Lisbon,

Preamble.

En vertu de l'article 19 de la Convention conclue à Paris le 1^{er} Juin 1878,

Ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Acte additionnel suivant:

ARTICLE PREMIER.

La Convention du 1^{er} Juin 1878 est modifiée comme suit:

I.

Article 2.

L'article 2 portera dorénavant la rédaction suivante:

Article 2.

Scope of stipulations.

Les dispositions de cette Convention s'étendent aux lettres, aux cartes postales simples et avec réponse payée, aux imprimés de toute nature, aux papiers d'affaires et aux échantillons de marchandises, originaires de l'un des pays de l'Union et à destination d'un autre de ces pays. Elles s'appliquent également, quant au parcours dans le ressort de l'Union, à l'échange postal des objets ci-dessus entre les pays de l'Union et les pays étrangers à l'Union, toutes les fois que cet échange emprunte les services de deux des parties contractantes, au moins.

Postal cards.

Tous les pays contractants ne sont pas tenus d'émettre des cartes avec réponse payée, mais ils assument l'obligation de renvoyer les cartes-réponse reçues des autres pays de l'Union.

II.

Article 4.

L'article 4 est modifié comme suit:

L'alinéa 8 est remplacé par la disposition ci-après:

Sea transit.

2°. Que, partout où les frais de transit maritime sont fixés actuellement à 5 francs par kilogramme de lettres ou de cartes postales, et à 50 centimes par kilogramme d'autres objets, ces prix sont maintenus.

L'alinéa 13 est modifié comme suit:

General settlements.

Le décompte général de ces frais a lieu sur la base de relevés établis tous les trois ans, pendant une

By virtue of article 19 of the Convention concluded at Paris on the 1st of June, 1878,

Have, by common consent, and subject to ratification, adopted the following additional Act:

ARTICLE 1.

The Convention of the 1st of June 1878 is modified as follows:

I.

Article 2 will, hereafter, read as follows:

Article 2.

The stipulations of this Convention extend to letters; to simple postal cards and postal cards with paid reply, to printed matter of all kinds, commercial papers, and samples of merchandise, originating in one of the countries of the Union, and intended for another of those countries. They also apply, as far as regards conveyance within the Union, to the exchange by mail of the articles above mentioned between the countries of the Union and countries foreign to the Union, whenever that exchange makes use of the services of two of the contracting parties at least.

All the contracting countries are not obliged to issue postal cards with paid reply, but they assume the obligation to return reply-cards received from other countries in the Union.

II.

Article 4 is modified as follows:

The following provision is substituted for paragraph 8:

2d. That wherever the rate of sea-transit is at present fixed at 5 francs per kilogramme of letters or postal cards, and at 50 centimes per kilogramme of other articles, these rates are maintained.

Paragraph 13 is modified as follows:

The general settlement of these expenses takes place on the basis of statements prepared every three

période de 28 jours à déterminer dans le Règlement d'exécution prévu par l'article 14 ci-après.

Le 14^e alinéa est remplacé par la disposition suivante:

Sont exempts de tous frais de transit territorial ou maritime, la correspondance des administrations postales entre elles, les cartes postales - réponse renvoyées au pays d'origine, les objets réexpédiés ou mal dirigés, les rebuts, les avis de réception, les mandats de poste ou avis d'émission de mandats, et tous autres documents relatifs au service postal.

years, during a period of 28 days to be determined on in the Regulations of execution referred to in Article 14 hereafter.

The following provision is substituted for paragraph 14:

Correspondence of the Postal Administrations with each other, postal reply-cards returned to the country of origin, articles reforwarded or missent, undeliverable articles, return-receipts, post-office money orders, or advices of the issue of orders, and all other documents relative to the postal service, are exempt from all transit charges, whether territorial or maritime.

Exemption from transit charges.

III.

L'article 5 est modifié comme suit:

Le 3^e alinéa portera dorénavant:

2°. Pour les cartes postales, à 10 centimes pour la carte simple ou pour chacune des deux parties de la carte avec réponse payée.

La 2^e phrase du 7^e alinéa commençant par les mots: "Par mesure de transition" est supprimée.

Le 14^e alinéa portera dorénavant:

4°. Enfin aux paquets de papiers d'affaires et d'imprimés de toute nature dont le poids dépasse 2 kilogrammes ou qui présentent sur l'un des côtés une dimension supérieure à 45 centimètres.

Article 5 is modified as follows:

Article 5.

The 3d paragraph will hereafter read as follows:

2d. For postal cards, 10 centimes for a simple card or for each of the two parts of a postal card with paid reply.

Postal cards.

The second clause of the seventh paragraph commencing with the words: "As a temporary arrangement" is suppressed.

Paragraph 14 will hereafter read as follows:

4th. Lastly, to packets of commercial papers and prints of all kinds the weight of which exceeds 2 kilogrammes or the dimensions of which in any direction exceed 45 centimeters.

Commercial papers and prints.

IV.

Il est intercalé entre les articles 5 et 6 un nouvel article ainsi conçu:

ARTICLE 5 bis.

L'expéditeur d'un objet de correspondance peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse, tant que cet objet n'a pas été livré au destinataire.

La demande à formuler à cet effet est transmise par voie postale ou par voie télégraphique aux frais de l'expéditeur, qui doit payer, savoir :

1°. Pour toute demande par voie

IV.

There is inserted between articles 5 and 6 a new article reading as follows:

New article 5 bis.

ARTICLE 5 bis.

The sender of an article of correspondence may cause it to be withdrawn from the service, or cause the address to be changed, as long as this article has not been delivered to the addressee.

The request to be formulated for this purpose is transmitted by mail or by telegraph, at the expense of the sender, who has to pay:

Withdrawal of matter mailed.

1st for every request by mail,

Charges.

postale, la taxe applicable à une lettre simple recommandée ;

2°. Pour toute demande par voie télégraphique, la taxe du télégramme d'après le tarif ordinaire.

Les dispositions du présent article ne sont pas obligatoires pour les pays dont la législation ne permet pas à l'expéditeur de disposer d'un envoi en cours de transport.

V.

Article 6 bis.

Les 5 derniers alinéas de l'article 6, depuis les mots : "En cas de perte d'un envoi recommandé" &c., sont supprimés, et il est ajouté, à la suite du même article, un nouvel article portant :

ARTICLE 6 bis.

Indemnity for lost registered article.

En cas de perte d'un envoi recommandé et sauf le cas de force majeure, l'expéditeur ou, sur sa demande, le destinataire a droit à une indemnité de 50 francs.

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette Administration le recours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire contre l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte a eu lieu.

Responsibility for loss.

Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

Payment of indemnity.

Le payement de l'indemnité par l'Office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation. L'Office responsable est tenu de rembourser sans retard, à l'Office expéditeur, le montant de l'indemnité payée par celui-ci.

Limit of time for presenting claim.

Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an, à partir du dépôt à la poste de l'envoi recommandé; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

the rate applicable to a single registered letter ;

2d for every request by telegraph, the charge for the telegram according to the ordinary rates.

The provisions of this article are not compulsory in countries, the legislation of which does not allow the sender to dispose of an article in course of transportation.

V.

The last 5 paragraphs of article 6, after the words : "In case of the loss of a registered article," &c., are suppressed, and, after said article, a new article is added reading as follows :

ARTICLE 6 bis.

In case of the loss of a registered article, and except in case of *force majeure*, the sender, or at his request, the addressee, is entitled to an indemnity of 50 francs.

The obligation to pay the indemnity is incumbent on the Administration under which the despatching office belongs. This Administration has the right to make a reclamation on the responsible administration, that is to say, on the Administration within whose territory or in whose service the loss has occurred.

Until the contrary is proved, the responsibility rests with the Administration which, after having received the article without making any remark, can not prove either its delivery to the addressee, or its regular transmission to the next Administration.

The payment of the indemnity by the despatching office should be made as soon as possible, and at the latest, within the period of one year dating from the day of the reclamation. The responsible office is bound to reimburse without delay to the despatching office the amount of the indemnity paid by it.

It is understood that the reclamation is only admitted within the period of one year from the time when the registered article was mailed; after this period has passed, the claimant has no right to any indemnity.

Si la perte a eu lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange de deux pays limitrophes, sans qu'il soit possible d'établir sur lequel des deux territoires le fait s'est accompli, les deux Administrations en cause supportent le dommage par moitié.

If the loss has occurred during transportation between the exchange offices of two neighboring countries, and it is impossible to ascertain on which of the two territories it has taken place, the two Administrations concerned bear the loss in equal proportions.

Les Administrations cessent d'être responsables des envois recommandés dont les ayant droit ont donné reçu et pris livraison.

The Administrations cease to be responsible for registered articles, the addressees of which have given a receipt for them and have accepted them.

Receipts.

Par mesure de transition, il est permis aux Administrations des pays hors d'Europe, dont la législation est actuellement contraire au principe de la responsabilité, d'ajourner l'application de la clause qui précède jusqu'au jour où elles auront pu obtenir, du pouvoir législatif, l'autorisation d'y souscrire. Jusqu'à ce moment, les autres Administrations de l'Union ne sont pas astreintes à payer une indemnité pour la perte, dans leurs services respectifs, d'envois recommandés à destination ou provenant desdits pays.

As a temporary measure, the Administrations of the countries beyond Europe, whose legislation is at present opposed to the principle of responsibility, are permitted to postpone the application of the preceding clause until the time when they shall have obtained, from the legislative power, authority to subscribe to it. Up to that time, the other Administrations of the Union are not bound to pay an indemnity for the loss, in their respective services, of registered articles addressed to or originating in the said countries.

Postponement of application.

VI.

VI.

Il est intercalé entre les articles 9 et 10 un nouvel article ainsi conçu :

A new article is inserted between articles 9 and 10, reading as follows :

ARTICLE 9 bis.

ARTICLE 9 bis.

Article 9 bis.

Les objets de correspondance de toute nature sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après l'arrivée, dans les pays de l'Union qui consentent à se charger de ce service dans leur relations réciproques.

Articles of correspondence of every kind are, at the request of the senders, delivered at the residence of the addressees by a special carrier immediately after their arrival, in countries of the Union which consent to undertake this service in their reciprocal relations.

Special delivery.

Ces envois, qui sont qualifiés "express", sont soumis à une taxe spéciale de remise à domicile; cette taxe est fixée à 30 centimes et doit être acquittée complètement et à l'avance, par l'expéditeur, en sus du port ordinaire. Elle est acquise à l'Administration du pays d'origine.

These articles, which are indorsed "express," are subject to a special charge for delivery at the residence; this charge is fixed at 30 centimes, and must be paid in full, and in advance, by the sender, over and above the ordinary postage. It is paid to the Administration of the country of origin.

Charge.

Lorsque l'objet est destiné à une localité où il n'existe pas de bureau de poste, l'Administration des postes destinataire peut perce-

If the article is destined for a locality where there is no post-office, the Administration of Posts of the country of destination may

Delivery where no office exists.

voir une taxe complémentaire, jusqu'à concurrence du prix fixé pour la remise par exprès dans son service interne, déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur, ou de son équivalent dans la monnaie du pays qui perçoit ce complément.

Les objets exprès non complètement affranchis pour le montant total des taxes payables à l'avance, sont distribués par les moyens ordinaires.

VII.

Article 10.

L'Article 10 portera dorénavant la rédaction suivante:

ARTICLE 10.

Reforwarding.

Il n'est perçu aucun supplément de taxe pour la réexpédition d'envois postaux dans l'intérieur de l'Union.

Les correspondances tombées en rebut ne donnent pas lieu à restitution des droits de transit revenant aux Administrations intermédiaires, pour le transport antérieur des dites correspondances.

Article 11.

VIII.

Les trois premiers alinéas de l'article 11 sont supprimés et remplacés par les dispositions suivantes:

Matter forbidden.

Il est interdit au public d'expédier par la voie de la poste:

1°. Des lettres ou paquets contenant des pièces de monnaie;

2°. Des envois quelconques contenant des objets passibles de droits de douane;

3°. Des matières d'or ou d'argent, des pierreries, des bijoux ou autres objets précieux, mais seulement dans le cas où leur insertion ou expédition serait défendue d'après la législation des pays intéressés.

IX.

Article 13.

L'article 13 est modifié comme suit:

ARTICLE 13.

Special provisions.

Le service des lettres avec valeurs déclarées, et ceux des mandats de poste, des colis postaux,

levy an additional charge, to the amount of the rate fixed for delivery by express in its domestic service, a deduction being made of the fixed rate paid by the sender, or of its equivalent in the money of the country which levies this additional charge.

"Express" articles upon which the entire charges which are payable in advance are not fully prepaid are delivered by the ordinary means.

VII.

Article 10 will, in future, read as follows:

ARTICLE 10.

No additional charge is levied for the reforwarding of postal matter within the interior of the Union.

Undeliverable correspondence does not give rise to a restitution of the transit charges due to intermediary administrations for the previous conveyance of said correspondence.

VIII.

The first three paragraphs of Article 11 are suppressed, and are replaced by the following provisions:

It is forbidden to the public to send by mail:

1st. Letters or packets containing pieces of money;

2nd. Any packets whatever containing articles liable to customs duty;

3rd. Gold or silver bullion, precious stones, jewelry, or other precious articles, but only in case the legislation of the countries concerned prohibits their being placed in the mails or their being forwarded.

IX.

Article 13 is modified as follows:

ARTICLE 13.

The service of letters with declared value, and the services of money orders, postal parcels,

des valeurs à recouvrer, des livrets d'identité, etc., font l'objet d'arrangements particuliers entre les divers pays ou groupes de pays de l'Union.

amounts to be collected, books of identity, &c., form the subject of special arrangements between the different countries or groups of countries of the Union.

X.

X.

La finale du dernier alinéa de l'article 14 à partir des mots: "pour les conditions de la remise des lettres par exprès", est supprimée, et cet alinéa portera dorénavant:

The last part of the last paragraph of Article 14, commencing with the words: "for the conditions of the delivery of letters by express", is suppressed, and this paragraph will read in future as follows:

Article 14.

Il est toutefois permis aux Administrations intéressées de s'entendre mutuellement pour l'adoption de taxes réduites dans un rayon de 30 kilomètres.

The Administrations interested are, however, permitted to come to mutual arrangements for the adoption of lower rates of postage, within a radius of 30 kilometers.

Reduction of postage.

XI.

XI.

Le 1^{er} alinéa de l'article 15 reçoit la rédaction suivante:

The first paragraph of Article 15 is worded as follows:

Article 15.

La présente Convention ne porte point altération à la législation de chaque pays dans tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans cette Convention.

The present Convention involves no alteration in the legislation of any country as regards anything which is not provided for by the stipulations contained in this Convention.

Legislation.

XII.

XII.

L'article 17 est modifié comme suit:

Article 17 is modified as follows:

Article 17.

ARTICLE 17.

ARTICLE 17.

En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union, relativement à l'interprétation de la présente Convention ou à la responsabilité d'une Administration en cas de perte d'un envoi recommandé, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des Administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

In case of disagreement between two or more members of the Union, as to the interpretation of the present Convention, or as to the responsibility of an Administration in case of the loss of a registered article, the question in dispute is decided by arbitration. To that end, each of the Administrations concerned chooses another member of the Union not directly interested in the matter.

Arbitration of disputes.

La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

The decision of the arbitrators is given by the absolute majority of the votes.

En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration également désintéressée dans le litige.

In case the votes are equally divided, the arbitrators choose, in order to settle the difference, another Administration equally disinterested in the disputed question.

Les dispositions du présent article s'appliquent également à tous les Arrangements conclus en vertu de l'article 13 de la Convention du 1^{er} Juin 1878, modifié par l'article 1^{er}, chiffre IX, du présent Acte additionnel.

The provisions of the present article apply likewise to all the Agreements concluded in virtue of Article 13 of the Convention of June 1, 1878, modified by Article 1, Number IX, of the present Additional Act.

XIII.

XIII.

Article 20.
Modifications of articles.

Les 2^e et 3^e alinéas de l'article 20 porteront dorénavant :

The 2nd and 3d paragraphs of Article 20 will hereafter read as follows:

- 1^o. L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions du présent article et des articles 2, 3, 4, 5, 5 bis, 6, 6 bis, 9, et 9 bis précédents ;
- 2^o. Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la Convention autres que celles des articles 2, 3, 4, 5, 5 bis, 6, 6 bis, 9, 9 bis et 20 ;

- 1st. Unanimity of votes, if they involve a modification of the stipulations of the present article, or of articles 2, 3, 4, 5, 5 bis, 6, 6 bis, 9, and 9 bis preceding ;
- 2nd. Two-thirds of the votes, if they involve a modification of the stipulations of the Convention other than those of articles 2, 3, 4, 5, 5 bis, 6, 6 bis, 9, 9 bis, and 20 ;

ARTICLE 2.

ARTICLE 2.

Date of taking effect.

1.—Le présent Acte additionnel entrera en vigueur le 1^{er} Avril 1886 et aura la même durée que la Convention conclue à Paris le 1^{er} Juin 1878.

1.—The present Additional Act will take effect on the 1st of April 1886, and will remain in force for the same period as the Convention concluded at Paris on the 1st of June, 1878.

Ratification.

2.—Il sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les Actes de ratification seront échangés à Lisbonne.

2.—It shall be ratified as soon as possible. The Acts of ratification shall be exchanged at Lisbon.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Acte additionnel à Lisbonne, le vingt et un mars mil huit cent quatre-vingt-cinq.

In faith of which, the plenipotentiaries of the countries above enumerated have signed the present Additional Act at Lisbon, the twenty-first of March, one thousand eight hundred and eighty-five.

Signatures.

- Pour l'Allemagne* : SACHSE.
- Pour les États-Unis d'Amérique* : WILLIAM T. OTTO.
- Pour la République Argentine* : JAS. S. CRAWFORD.
- Pour l'Autriche* : F. P. HANSEN.
- Pour la Hongrie* : DEWEZ.
- Pour la Belgique* : VARGES.
- Pour la Bolivie* : GERVAY.
- Pour le Brésil* : F. GIFE.
- Pour la Bulgarie* : JOAQUIN CASO.
- Pour le Chili* : LUIZ C. P. GUIMARÃES.
- Pour les États-Unis de Colombie* : R. IVANOFF.
- Pour la République de Costa-Rica* : M. MARTINEZ.
- Pour le Danemark et les Colonies Danoises* : CÉSAR CONTO.
- Pour la République Dominicaine* : LUND.
- Pour la République Dominicaine* : P. GOMES DA SILVA.

<i>Pour l'Égypte</i> :	W. F. HALTON.
<i>Pour l'Équateur</i> :	ANTONIO FLORES.
<i>Pour l'Espagne et les Colonies Es-</i> <i>pagnoles</i> :	S. ALVAREZ BUGALLAL. A. HERCE.
<i>Pour la France</i> :	LABOULAYE. A. BESNIER.
<i>Pour les Colonies Françaises</i> :	LABOULAYE.
<i>Pour la Grande-Bretagne et diverses</i> <i>Colonies Anglaises</i> :	S. A. BLACKWOOD. H. BUXTON FORMAN.
<i>Pour le Canada</i> :	S. A. BLACKWOOD. H. BUXTON FORMAN.
<i>Pour l'Inde Britannique</i> :	H. E. M. JAMES.
<i>Pour la Grèce</i> :	EUGÈNE BOREL.
<i>Pour le Guatemala</i> :	J. CARRERA.
<i>Pour la République de Haïti</i> :	LABOULAYE. ANSAULT.
<i>Pour le Royaume de Hawaï</i> :	EUGÈNE BOREL.
<i>Pour la République du Honduras</i> :	J. CARRERA.
<i>Pour l'Italie</i> :	J. B. TANTESIO.
<i>Pour le Japon</i> :	YASUSHI NAMURA.
<i>Pour la République de Libéria</i> :	COMTE SENMARTI.
<i>Pour le Luxembourg</i> :	CH. RISCHARD.
<i>Pour le Mexique</i> :	L. BRETON Y VEDRA.
<i>Pour le Monténégro</i> :	DEWEZ. VARGES.
<i>Pour le Nicaragua</i> :	MANUEL J. ALVEZ DINIZ.
<i>Pour le Paraguay</i> :	F. A. REBELLO.
<i>Pour les Pays-Bas et les Colonies</i> <i>Néerlandaises</i> :	HOFSTEDÉ. B. SWEERTS DE LANDAS- WYBORGH.
<i>Pour le Pérou</i> :	N. SEMINO.
<i>Pour la Perse</i> :	GUILHERMINO AUGUSTO DE BARROS.
<i>Pour le Portugal</i> :	ERNESTO MADEIRA PINTO. GUILHERMINO AUGUSTO DE BARROS.
<i>Pour les Colonies Portugaises</i> :	GUILHERMINO AUGUSTO DE BARROS.
<i>Pour la Roumanie</i> :	JON GHIKA.
<i>Pour la Russie</i> :	N. DE BESAK. GEORGES DE POGGENPOHL.
<i>Pour le Salvador</i> :
<i>Pour la Serbie</i> :
<i>Pour le Royaume de Siam</i> :	PRISDANG.
<i>Pour la Suède</i> :	W. ROOS.
<i>Pour la Norvège</i> :	HARALD ASCHE.
<i>Pour la Suisse</i> :	ED. HÖHN.
<i>Pour la Turquie</i> :
<i>Pour l'Uruguay</i> :	ENRIQUE KUBLY.
<i>Pour le Vénézuéla</i> :	J. L. PER'A CRESPO.

Having examined and considered the provisions of the foregoing Act, signed at Lisbon on the twenty-first of March, A. D. 1885, additional to and amendatory of the Convention for the government of the Universal Postal Union, which was concluded at Paris on the first of June, A. D. 1878, the same is by me, in virtue of the powers vested in the Postmaster-General by law, hereby ratified and approved, by and with the advice and consent of the President of the United States.

Approval.

In witness whereof I have caused the seal of the Post-Office Department of the United States to be hereto affixed, with my signature, this twentieth day of October, A. D. 1885.

[SEAL.]

W. F. VILAS,
Postmaster-General.

I hereby approve the above-mentioned and foregoing Additional Act, and in testimony thereof have caused the seal of the United States to be affixed hereto.

[SEAL.]

GROVER CLEVELAND.

By the President:

T. F. BAYARD,
Secretary of State.

WASHINGTON, October 20, 1885.

FINAL PROTOCOL.

UNION POSTALE UNIVERSELLE.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

PROTOCOLE FINAL.

FINAL PROTOCOL.

Au moment de procéder à la signature des Conventions arrêtées par le Congrès postal universel de Lisbonne, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

At the moment when the Conventions concluded by the Universal Postal Congress of Lisbon were to be signed, the undersigned plenipotentiaries have agreed as follows :

I.

I.

Adhesion of Peru, Salvador, Servia and Turkey.

Le Pérou, le Salvador, la Serbie et la Turquie, qui font partie de l'Union postale, ne s'étant pas fait représenter au Congrès, le protocole leur reste ouvert pour adhérer aux Conventions qui y ont été conclues ou seulement à l'une ou l'autre d'entr'elles. Il en est de même à l'égard de la République de Costa-Rica, dont le représentant n'assiste pas à la séance dans laquelle ces actes seront signés.

Peru, Salvador, Servia and Turkey, which form part of the Postal Union, being unrepresented at the Congress, the protocol will be left open for their adhesion to the Conventions which have been concluded at the Congress, or only to one or the other of these Conventions. The same applies to the Republic of Costa Rica, whose representative is not present at the session at which these Acts will be signed.

II.

II.

Australia, Colonies of the Cape and Natal.

Les Colonies britanniques de l'Australie et les Colonies britanniques du Cap et de Natal seront admises à adhérer à ces Conventions, ou à l'une ou l'autre d'entr'elles, et le protocole leur reste ouvert à cet effet.

The British Colonies of Australia and the British Colonies of the Cape and of Natal will be allowed to adhere to these Conventions, or one or the other of them, and the protocol will be left open for this purpose.

III.

III.

Protocol left open for certain countries.

Le protocole demeure ouvert en faveur des pays dont les représentants n'ont signé aujourd'hui que la Convention principale, ou

The protocol will be left open for countries whose representatives have this day only signed the principal Convention, or only a

un certain nombre seulement des Conventions arrêtées par le Congrès, à l'effet de leur permettre d'adhérer aux autres Conventions signées ce jour, ou à l'une ou l'autre d'entr'elles.

certain number of the Conventions concluded by the Congress, for the purpose of allowing them to adhere to the other Conventions signed this day, or one or the other of them.

IV.

IV.

Les adhésions prévues aux articles I, II et III ci-dessus devront être notifiées au Gouvernement portugais, par les Gouvernements respectifs, en la forme diplomatique. Le délai qui leur est accordé pour cette notification expirera le 1^{er} février 1886.

The adhesions contemplated by Articles I, II, and III above, must be notified to the Portuguese Government by the Governments concerned, in diplomatic form. The term accorded to them for this notice will expire on the 1st of February, 1886.

Notification of adhesion.

V.

V.

Les représentants des pays qui n'ont pas adhéré jusqu'ici à l'une ou l'autre des Conventions ci-après, savoir:

The representatives of the countries which, so far, have not declared their adhesion to one or the other of the following Conventions, viz:

Adhesion of countries not heretofore agreeing to former Conventions.

La Convention du 1^{er} juin 1878;

The Convention of the 1st June, 1878;

L'Arrangement, en date du 1^{er} Juin 1878, concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées;

The Agreement dated June 1, 1878, relative to the exchange of letters with declared value;

L'Arrangement du 4 juin 1878, concernant l'échange des mandats de poste;

The Agreement of June 4, 1878, relative to the exchange of money-orders;

La Convention du 3 novembre 1880, concernant l'échange de colis postaux sans déclaration de valeur;

The Convention of November 3, 1880, relative to the exchange of postal parcels without declaration of value;

ayant été admis à participer aux actes additionnels modifiant et complétant ces Conventions et Arrangements, leur signature au pied de l'un ou l'autre de ces Actes additionnels implique de leur part, sous réserve de ratification, adhésion, au nom de leur pays, à la Convention ou à l'arrangement auquel cet acte additionnel se rapporte, et ce, à partir de la date de l'entrée en vigueur de ce dernier.

having been allowed to take part in the Additional Acts modifying and completing these Conventions and Agreements, their signature at the foot of one or the other of these Additional Acts implies on their part, subject to ratification, the adhesion in the name of their country, to the Convention or Agreement to which such additional Act relates, such adhesion to date from the date the latter takes effect.

VI.

VI.

Dans le cas où une ou plusieurs des parties contractantes aux Conventions postales signées aujourd'hui à Lisbonne, ne ratifieraient pas l'une ou l'autre de ces Conventions, cette Convention n'en sera pas moins valable pour les États qui l'auront ratifiée.

In case one or several of the contracting parties to the Postal Conventions signed this day at Lisbon, should not ratify one or the other of these Conventions, that Convention will be none the less valid for the States which have ratified it.

Failure of any one country to ratify not to invalidate Convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même des Conventions auxquelles il se rapporte, et ils le l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement portugais et dont une copie sera remise à chaque partie.

Lisbonne, le vingt et un mars mil huit cent quatre-vingt-cinq.

In faith of which the undersigned plenipotentiaries have drawn up the present final protocol, which shall have the same force and value as if its provisions were inserted in the text itself of the Conventions to which it relates; and they have signed it in one single instrument which shall be deposited in the Archives of the Portuguese Government, and a copy of which shall be delivered to each party.

Lisbon, the twenty-first of March, one thousand eight hundred and eighty-five.

Signatures.

<i>Pour l'Allemagne:</i>	SACHSE. FRITSCH.
<i>Pour les États-Unis d'Amérique:</i> . .	WILLIAM T. OTTO. JAS. S. CRAWFORD.
<i>Pour la République Argentine:</i> . . .	F. P. HANSEN.
<i>Pour l'Autriche:</i>	DEWEZ. VARGES.
<i>Pour la Hongrie:</i>	GERVAY.
<i>Pour la Belgique:</i>	F. GIFE.
<i>Pour la Bolivie:</i>	JOAQUIN CASO.
<i>Pour le Brésil:</i>	LUIZ C. P. GUIMARÃES.
<i>Pour la Bulgarie:</i>	R. IVANOFF.
<i>Pour le Chili:</i>	M. MARTINEZ.
<i>Pour les États-Unis de Colombie:</i> . .	CÉSAR CONTO.
<i>Pour la République de Costa-Rica:</i>
<i>Pour le Danemark et les Colonies Danoises:</i>	LUND.
<i>Pour la République Dominicaine:</i> . .	P. GOMES DA SILVA.
<i>Pour l'Égypte:</i>	W. F. HALTON.
<i>Pour l'Équateur:</i>	ANTONIO FLORES.
<i>Pour l'Espagne et les Colonies Es- pagnoles:</i>	S. ALVAREZ BUGALLAL. A. HERCE.
<i>Pour la France:</i>	LABOULAYE. A. BESNIER.
<i>Pour les Colonies Françaises:</i> . . .	LABOULAYE.
<i>Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies Anglaises:</i>	S. A. BLACKWOOD. H. BUXTON FORMAN. S. A. BLACKWOOD. H. BUXTON FORMAN.
<i>Pour le Canada:</i>	H. E. M. JAMES.
<i>Pour l'Inde Britannique:</i>	EUGÈNE BOREL.
<i>Pour la Grèce:</i>	J. CARRERA.
<i>Pour le Guatemala:</i>	LABOULAYE.
<i>Pour la République de Haïti:</i> . . .	ANSAULT. EUGÈNE BOREL.
<i>Pour le Royaume de Hawaï:</i>	J. CARRERA.
<i>Pour la République du Honduras:</i> . .	J. B. TANTESIO.
<i>Pour l'Italie:</i>	YASUSHI NAMURA.
<i>Pour le Japon:</i>	COMTE SENMARTI.
<i>Pour la République de Libéria:</i> . .	CH. RISCHARD.
<i>Pour le Luxembourg:</i>	L. BRETON Y VEDRA.
<i>Pour le Mexique:</i>	DEWEZ. VARGES.
<i>Pour le Monténégro:</i>	

<i>Pour le Nicaragua:</i>	MANUEL J. ALVEZ DINIZ.
<i>Pour le Paraguay:</i>	F. A. REBELLO.
<i>Pour les Pays-Bas et les Colonies</i> <i>Néerlandaises:</i>	HOFSTEDE. B. SWEERTS DE LANDAS-WY- BORGH.
<i>Pour le Pérou:</i>	
<i>Pour la Perse:</i>	N. SEMINO.
<i>Pour le Portugal:</i>	GUILHERMINO AUGUSTO DE BARROS. ERNESTO MADEIRA PINTO.
<i>Pour les Colonies Portugaises:</i> . . .	GUILHERMINO AUGUSTO DE BARROS.
<i>Pour la Roumanie:</i>	JON GHICA.
<i>Pour la Russie:</i>	N. DE BESAK. GEORGES DE POGGENPOHL.
<i>Pour le Salvador:</i>	
<i>Pour la Serbie:</i>	
<i>Pour le Royaume de Siam:</i>	PRISDANG.
<i>Pour la Suède:</i>	W. ROOS.
<i>Pour la Norvège:</i>	HARALD ASCHE.
<i>Pour la Suisse:</i>	ED. HÖHN.
<i>Pour la Turquie:</i>	
<i>Pour l'Uruguay:</i>	ENRIQUE KUBLY.
<i>Pour le Vénézuéla:</i>	J. L. PER'A CRESPO.

Having examined and considered the provisions of the foregoing final protocol, signed at Lisbon on the twenty-first of March, A. D. 1885, relative to the Act, signed the same day, additional to the Convention of Paris, the same is by me, in virtue of the powers vested in the Postmaster-General by law, hereby ratified and approved, by and with the advice and consent of the President of the United States.

In witness whereof, I have caused the seal of Post-Office Department to be hereto affixed, with my signature, this twentieth day of October, A. D. 1885.

[SEAL.]

W. F. VILAS,
Postmaster-General.

I hereby approve the above-mentioned protocol, and in testimony thereof I have caused the seal of the United States to be affixed.

[SEAL.]

GROVER CLEVELAND.

By the President:

T. F. BAYARD,
Secretary of State.

WASHINGTON, October 20, 1885.